

RÉDACTION  
ET  
BUREAU D'ABONNEMENTS

Lausanne, Rue de St-François 20.

On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> ou du 15 de chaque mois.

# PRIX D'ABONNEMENT

	Un an	6 mois	3 mois
Suisse .....	Fr. 20	10 50	5 50
Union postale .....	» 36	18 50	9 50

Prix du numéro : 40 centimes.

# GAZETTE DE LAUSANNE

## ET JOURNAL SUISSE

FONDÉ EN 1799

### ANNONCES

HAASENSTEIN & VOGLER

Lausanne, Place de la Palud 24

Montreux, Vevey, Genève, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Imier, Delémont, Bienne, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

### PRIX DES ANNONCES

Pour l'étranger..... 25 centimes la ligne.  
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

La Gazette de Lausanne sera adressée gratuitement jusqu'au 31 décembre aux abonnés nouveaux pour 1892.

LAUSANNE, 26 décembre 1891

### LA SESSION FÉDÉRALE

L'événement de cette courte session a été la démission de M. Welter et son remplacement par M. Zemp.

L'Assemblée fédérale a été bien inspirée lorsqu'elle a fait de pressantes démarches auprès du président de la Confédération pour l'engager à revenir de sa détermination et quand elle a rendu un solennel témoignage aux services rendus par le magistrat qui, en quittant dans le moment actuel un fauteuil occupé pendant vingt-cinq ans, s'est montré si respectueux de la volonté populaire. L'Assemblée a été, ici, la fidèle interprète du sentiment général, très attaché à l'homme qui, en de nombreuses circonstances, a représenté le pays avec une si grande distinction et défendu ses intérêts avec tant de clairvoyance.

Quoique le vote du 6 décembre n'eût, de la part de la masse du peuple, rien d'hostile à M. Welter, on comprend pourtant qu'il ait déterminé celui-ci à se retirer : ce vote condamnait la politique du rachat telle que M. Welter l'avait conçue. Ne voyant pas la possibilité de reprendre cette grosse question sur d'autres bases dans un avenir qu'il pût escompter avec quelque certitude ; se sentant, par conséquent, paralysé, M. Welter a préféré quitter son poste. C'était agir dignement et avec loyauté.

On a exprimé la crainte que cette démission d'un conseiller fédéral, au lendemain d'un vote contraire du peuple, créât un précédent fâcheux et donnât au referendum un tour personnel qu'il ne doit pas avoir. On a demandé aussi si elle ne compromettrait pas la solidarité qui doit exister entre les membres du Conseil fédéral et ne portait pas atteinte à l'impersonnalité et à l'unité du gouvernement. Nous avons déjà dit pourquoi nous ne partageons pas ce souci. En pareille matière, il n'est pas possible de poser des règles ; c'est affaire de sentiment individuel dont la conscience du magistrat est seule le juge. Il y en aura toujours de différencement faites. Et quand bien même la démission de M. Welter rappellerait à nos hommes d'Etat que, jusque dans le gouvernement collectif, il est des responsabilités qui demeurent personnelles, nous n'y verrions pas grand mal. Il n'est pas à redouter que l'exemple de M. Welter soit trop fréquemment suivi.

Il faut savoir gré aussi à l'Assemblée fédérale d'avoir enfin compris qu'en excluant systématiquement les catholiques du Conseil fédéral, elle outrageait gratuitement un bon tiers du peuple suisse. L'opinion publique demandait depuis longtemps cette réparation nécessaire, qui eût certainement gagné à plus de spontanéité. Il faut espérer qu'entrée dans cette voie, l'Assemblée fédérale y persévérera et qu'à la prochaine vacance elle se souviendra que le centre libéral n'a maintenant plus aucun représentant dans le Conseil fédéral. La presse radicale a dit bien haut, ces jours derniers, que la représentation des partis dans le gouvernement était un principe démocratique, et que la doctrine des gouvernements homogènes était abandonnée. Nous sommes heureux de la savoir dans ce sentiment, à la condition

qu'on se rappelle à la première occasion que le peuple suisse n'est pas composé pour un septième de conservateurs-catholiques et pour six septièmes de radicaux.

La question des chemins de fer n'a pas été traitée dans les séances publiques, mais on a préparé, dans les coulisses, une motion pour le mois de janvier. Après un long détour et beaucoup de fausses manœuvres, on en revient au point de départ, à l'étude préalable. C'est par là qu'il eût fallu commencer.

En attendant, on a beaucoup disserté sur la façon dont il faut interpréter le vote du peuple rejetant l'achat du Central. Tout bien entendu, on arrive généralement à cette conclusion : que le peuple voit, à tort ou à raison, des avantages dans l'unification de l'exploitation, qu'il la désire même jusqu'à un certain point, mais qu'il ne consentira pas à une combinaison qui aurait pour effet de charger la Confédération d'une dette d'un milliard. De là cette conséquence qu'il faut chercher la solution dans une coopération de la Confédération et des compagnies, sans déplacement brusque de capitaux. Enfin, on a acquis encore cette autre conviction que les populations de l'Orient et de l'Occident de la Suisse espèrent surtout d'une intervention active de la Confédération dans ce domaine le percement du Simplon et du Splügen, depuis si longtemps défilé.

Si l'Assemblée fédérale ne travaille pas sur ces bases générales, elle risque d'aller au devant de nouveaux échecs. Au reste, la solution n'est ni pour aujourd'hui ni pour demain. L'avantage que nous voyons à la motion Curti, c'est qu'elle prévient les velléités de nantir de la question l'initiative populaire ; il vaut mieux qu'elle reste, pour la phase préparatoire, entre les mains du Conseil fédéral et de l'Assemblée.

Le Conseil national paraît n'avoir pas encore quitté la sainte terreur qu'il a de ce nouveau droit du peuple. Nous ne pouvons nous expliquer qu'ainsi la décision de maintenir, contrairement à l'avis du Conseil des Etats et des propositions du Conseil fédéral, un système de votation impraticable. Nous sommes surpris surtout de voir M. Brunner, un fervent apôtre de la démocratie directe pourtant, persister dans une erreur aussi fâcheuse. La loi va faire retour au Conseil des Etats qui, sans doute, maintiendra, lui aussi, ses premières réactions. Et après ? Entend-on soulever le conflit entre les deux conseils et laisser la constitution inéxecutée. Ce serait de bien petite et mauvaise politique.

On a amnistié ce qui restait encore de prévenus tessinois, une vingtaine de citoyens accusés d'avoir plus ou moins corrompu des électeurs ou de s'être laissé corrompre eux-mêmes, il y aura tantôt trois ans, dans ces fameuses élections générales de mars 1889, qui ont permis à M. Eugène Borel d'être aujourd'hui le seul des commissaires fédéraux contemporains qui soit revenu intact du Tessin. On a évidemment bien fait de laisser courir ces pauvres diables ; suivant la composition du jury, ils risquaient d'être condamnés, car il y a des conservateurs dans le nombre. Tout le monde a compris au Palais fédéral qu'après avoir avalé à Zurich le chameau qu'on sait, il n'était plus possible de couler le mouchoir à Lucerne. Le public supporte une certaine dose de scandale, mais encore ne faut-il rien exagérer ; on était à la limite extrême. Il y a eu pourtant au Conseil national une dizaine de députés pour ne pas le sentir.

A quelque chose scandale est bon pourtant. Les assises de Zurich ont si violemment heurté le sens de la justice que la procédure pénale fédérale en est morte. Ce n'est pas dommage. Le Conseil des Etats unanime a applaudi à la motion de M. Wirz qui en demande la révision. Radicaux et conservateurs l'ont votée, quoique M. Wirz ait nettement motivé sa proposition par les écumantes scènes du Rathhaus de la Limmat. M. Ruchonnet lui-même, dans son discours, a dû reconnaître que l'exclusion des débats de la partie civile, exclusion qui lui interdit de parler même lorsqu'elle est diffamée comme à Zurich, était inadmissible. Quant au jury, M. Ruchonnet ne l'a pas chaleureusement défendu non plus. Comme M. Wirz en demandait la suppression totale, M. Ruchonnet s'est borné à rappeler les termes de la constitution qui impose le jury dans certains cas, notamment pour le jugement des délits politiques. Mais il a donné à entendre qu'on en circonscrirait l'action le plus possible.

Il serait assez curieux de voir la Confédération suivre l'exemple de M. Reschini et, à propos des affaires tessinoises, restreindre l'emploi du jury que M. Reschini a fait abolir dans son canton. Il peut donc sortir quelque chose de bon, même du palazzo de Bellinzona.

La note à payer n'est pas encore réglée entre le Tessin et la Confédération. Ce sera pour janvier. Le Conseil fédéral présente la facture acquittée et il fait bien, à son point de vue. Quand avec deux bataillons on pouvait en deux jours rétablir l'ordre, à la condition, il est vrai, de mettre résolument au violon les patriotes qui le troublaient, on a envoyé au Tessin une petite armée et on a laissé les patriotes s'en moquer. On a dépensé beaucoup d'argent à ce jeu. M. Scheuchzer, qui a le mot pour rire, proposait dernièrement dans son journal de laisser ces frais au compte des membres du Conseil fédéral qui ont envoyé M. Kunzli au Tessin. Nous ne savons pas si M. Scheuchzer a l'intention de renouveler sa proposition au Conseil national ou s'il s'en va à la place, mais il paraît certain pourtant qu'il n'y aura pas unanimité pour donner quittance aux Tessinois. M. Vogelsanger fait observer, dans son Grutli, que le Tessin et ses aubergistes ont beaucoup gagné à l'occupation fédérale ; la Confédération y a laissé bon nombre d'écus et ses soldats aussi. Quitter leur dette aux Tessinois serait les encourager à recommencer, pense le député du Grutli.

A ce point de vue, il est bon que la question ait été ajournée à janvier. Les septembristes de Mendrisio paraissent disposés à faire de nouveau du tapage. M. de Stoppani a interpellé le Conseil fédéral ; c'est mauvais signe. Qui sait si on ne prépare pas quelque mauvais coup à Mendrisio ? A tout hasard, M. Ruchonnet a pris des gages contre la justice tessinoise et cité quelques articles de la constitution à l'usage du commissaire fédéral de l'an qui vient. Quant à des récents, il y en aura de disponibles pour faire leur cours de répétition au Tessin : on doit justement faire l'échange des nouvelles armes. Mais on n'en viendra pas là. Sauf à Mendrisio, les Tessinois ne demandent qu'à vivre en paix sous le gouvernement que M. Soldati préside avec tant de tact et à la sagesse duquel MM. Ruchonnet et Stoppani ont rendu hommage.

Nous aimerions avoir, sur cette question du paiement des frais de l'occupation fédérale, l'avis du peuple suisse. Nous serions étonnés s'il ne le laissait pas au compte des Tessinois. Mais à moins que l'Assemblée fédérale n'inter-

viene, le peuple ne pourra pas dire son mot. Le Conseil fédéral estime que l'affaire n'est pas de portée générale et que le referendum n'a rien à y voir. Dans le Landbote, M. Locher proteste ; il dit que si on ne veut pas consulter le peuple, c'est qu'on a peur de lui. Peut-être bien... Le fait est que l'obligation de payer imposée au Tessin porterait à la bande de M. Simen un coup dont elle ne se relèverait pas et dont le parti radical aurait aussi sa bonne part. Ce qu'on cherche sans doute à éviter. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas aussi quelques bons arguments pour que ce soit la Confédération qui paye.

Le Conseil des Etats a longuement discuté la loi sur la chasse ; on y a rompu des lances pour et contre les chasses fermées, pour et contre la chasse du printemps, pour et contre la chasse du dimanche. Il y a sur tous ces points, et sur plusieurs autres, des divergences irréductibles entre les chasseurs de la Suisse romande et leurs confrères de race germanique. Comme la loi doit passer encore au Conseil national, on y pourra revenir. Il faudrait que toutes les lois fussent discutées avec autant de soin ; on en ferait moins.

Le budget a été ce qui s'appelle « enlevé ». Pourtant, la commission du Conseil national, en particulier M. le député Richard, a fait quelques observations sur les origines du fameux déficit. La commission a trouvé le Conseil fédéral trop pessimiste ; les chiffres du budget sont élevés, mais cela correspond à l'augmentation constante des services publics fédéraux. Encore peut-on s'étonner que le Conseil fédéral entretienne la nécessité de créer des ressources nouvelles. Les grosses dépenses de l'avenir sont des dépenses militaires, où il est difficile de marchander, mais les recettes s'accroissent régulièrement. Les recettes des péages augmenteront dans une forte mesure. Puis il faudrait aussi écarter du budget les articles qui sont de simples artifices de comptabilité. Ainsi, pour le loyer des bâtiments de l'administration, on simule une dépense de 4 0/0 de la valeur des immeubles, versée par un département à un autre. Cette comptabilité serait à sa place dans le compte d'Etat ; elle ne l'est pas dans un budget. Le déficit de treize millions, dont douze pour des dépenses militaires extraordinaires, est prévu depuis 1889. L'argent est là, et si on fait figurer ces sommes aux dépenses, il faudrait logiquement faire figurer aux recettes les capitaux empruntés. On n'aurait pas besoin ainsi d'un budget extraordinaire et on serait plus exact.

Nos finances demeurent bonnes, la Suisse n'est pas entrée dans la voie des déficits et le crédit de la Confédération est aussi solide qu'auparavant.

Si le budget a été adopté à peu près avec les chiffres proposés par le Conseil fédéral, il semble pourtant que l'Assemblée veuille prendre quelques précautions pour l'avenir. De cette intention procède l'invitation faite au Conseil fédéral de tenir dorénavant à la disposition de la commission un tableau complet des fonctionnaires et de leurs traitements ; on commence, paraît-il, à ne plus s'y reconnaître. De même, cet autre « postulat » qui invite le Conseil fédéral à soumettre aux conseils un projet d'arrêté spécial pour toute nouvelle construction dont le devis dépasse 100,000 fr., les cas urgents réservés. Cela à propos du crédit pour certain pont sur l'Aar à Thoune, introduit plus ou moins subrepticement dans

le budget pendant qu'il passait d'un conseil à l'autre.

Puisque nous parlons postulats, signalons celui qui a été voté sur la proposition de M. Soldati et qui invite le Conseil fédéral à examiner s'il n'y aurait pas lieu de soumettre à la régale des postes les journaux importés de l'étranger pour être vendus ou distribués en Suisse. M. Soldati veut réagir contre l'importation de journaux étrangers par ballots, ce qui permet de les vendre en Suisse au même prix que dans leur pays d'origine, et cela au grand détriment des journaux suisses. Cet état de choses comporte aussi un danger moral d'une certaine gravité. La vente des journaux étrangers a pris chez nous, surtout dans les cantons frontiers, des proportions si considérables qu'il est à craindre que l'opinion publique de ces cantons ne finisse par être presque entièrement formée par la presse étrangère. Ainsi, à Genève, on débite par jour plus de dix mille exemplaires du Petit Journal. Au Tessin, les journaux italiens sont presque les seuls qui soient lus par le public, de sorte que l'opinion générale est formée presque exclusivement par la presse italienne. Or, n'est-il pas extrêmement mauvais qu'un canton qui a toute la peine du monde à s'assimiler les éléments de la vie publique suisse, s'assimile journalièrement les éléments de la vie nationale d'un Etat limitrophe auquel il ne veut pas appartenir ? Il y aurait là un véritable danger le jour où l'horizon politique viendrait à se troubler et où nous aurions quelque démêlé avec l'Italie. En soumettant les journaux étrangers à la régale des postes, il ne manquera pas de se produire, il est vrai, des cas de contrebande, mais l'expérience suggérera les mesures propres à y obvier.

Nous ne pouvons qu'applaudir à l'initiative de M. Soldati. Les bons journaux étrangers supporteront cette aggravation du prix de transport ; quant aux journaux à un sou, nous n'en avons que faire. Au reste, il y a là une question d'équité. Pourquoi la poste fédérale traiterait-elle plus généreusement les journaux étrangers que ceux du pays ? Nous espérons bien que M. Zemp prendra en sérieuse considération l'invitation de l'Assemblée fédérale.

Signalons encore, parmi les décisions intéressantes de la session, celle qui assure la construction de l'importante route du Klausen, depuis si longtemps désirée dans la Suisse centrale et qui est le complément nécessaire du réseau des routes alpines, puis cet autre arrêté qui autorise le Conseil fédéral à organiser provisoirement et jusqu'au dépôt d'une loi définitive les troupes spécialement chargées de l'occupation et de la défense du Gothard.

En matière de législation du travail, le Conseil national a approuvé l'arrêté qui étend l'application de la loi sur les fabriques à un certain nombre d'exploitations industrielles : ainsi à celles qui occupent plus de dix ouvriers, ou qui, travaillant avec un nombre d'ouvriers moindre, emploient des moteurs mécaniques ou occupent des personnes âgées de moins de 18 ans, ou présentent des dangers particuliers pour la santé et la vie. Il a approuvé aussi l'arrêté qui réduit la catégorie des travaux accessoires, de nettoyage par exemple, auxquels les ouvriers sont tenus de se prêter en sus des heures. D'autre part, on a eu raison de repousser la motion visant la publication obligatoire de tous les jugements pour contravention à la loi sur les fabriques. Quant à la motion Cornaz

### FEUILLETON DE LA GAZETTE

## MA DOUCE

par GUSTAVE TOUDOUZE

### PREMIÈRE PARTIE

Elles étaient un groupe de cinq à six, toutes en mêmes longues manties noires plissées autour du cou à plis profonds, épais et réguliers, le large capuchon à fond retombant enveloppant la tête et cachant presque complètement le petit bonnet blanc camaroté, asssemblées devant l'hôtel de la Marine, sous la brume de plus en plus sombre, de plus en plus dense de cette finissante journée de décembre ; toutes tenaient également à la main un gros livre de messe à couverture de bure ou leur chapelier aux grains polis par l'incessante caresse des prières.

Sur le seuil, devant les petits carreaux de la devanture vitrée, derrière laquelle s'entassaient des pots de verdure et de fleurs, entre sa fille Marie-Ange et sa domestique Péline, tournant le dos à la maison, comme si elle n'eût pas encore pu se décider à rentrer, Mme Rosalie Dorso, la patronne de l'hôtel, la veuve de l'ancien maire, doyenne respectée du pays, se tenait très droite et robuste malgré ses soixante-douze ans, la face éclairée en plein par le pen de jour jaunâtre qui arrivait faiblement, trouant la cotonneuse épaisseur du brouillard.

Dans l'encadrement sculptural de l'étoffe de deuil auréolée autour de ses traits à la fois doux et fermes, et les détachant plus vigoureusement par l'opposition du contraste, brillaient ses yeux bleus devenus d'un gris clair sous l'effacement successif des années, sous

l'usure des larmes, sous le frottement continu de tant de visages contemplant, tandis qu'une ombre légère tombait sur ses rides cendrées par l'âge, sur sa bouche au rose un peu flétri, plus défilé, plus anxière, sur ses cheveux blancs lissés correctement en bandeaux sur le front et dépassant à peine la broderie plate de la coiffe.

Par moments un coup de vent passait sur le groupe, apportant avec l'odeur âcre et saine de la mer, avec la salure humide des embruns, l'air rutilant d'une chanson monotone, traînante, que récitait un vieux mendiant, quêtant de porte en porte, une besace de toile bise accrochée à l'épaule, tout son corps plié en deux, et dont la voix cassée, tremblante, s'élevait par saccades vers les notes aiguës, semblait le dernier grondement vite essoufflé de quelque antique binou des temps qui ne sont plus.

On l'apercevait, assez loin encore, le dos rond, sa courte veste effrangée laissant voir sa ceinture, ayant les bras-bras démodés et les jambières enfoncées dans les sabots pleins de paille, en lamentable et sordide silhouette de la Bretagne d'autrefois.

Ce qu'il chantait, c'était la fameuse légende de la Peste d'Elliant, une terrible épidémie qui ravagea l'Armorique au VI<sup>e</sup> siècle et emporta tout entière la paroisse d'Elliant.

Une minute, attirée invinciblement, Mme Dorso parut écouter, comme répondant à un appel secret, les yeux dirigés vers lui avec une nuance de tristesse mécontente.

Tous deux sans doute, à la même minute, elle et le vieux pauvre, ils ont songé à la même chose, ils se sont sentis frappés du même rapprochement ; alors le même ressouvenir flotte confusément dans leur mémoire pleine de choses vieilles, de choses inoubliables, de choses d'un passé transmis pieusement de lèvres en lèvres, des aïeux aux petits-enfants, des anciens

aux jeunes, en une chaîne ininterrompue, et cela, depuis les âges les plus lointains, depuis des siècles.

Puis, immédiatement, ce cri étouffé, cette exclamation que lui arrache la saisissante analogie de ce souvenir avec la grande catastrophe présente, avec le mal sous lequel se débat en ce moment son pauvre pays :

### — La vèrette !

Comme sous l'événement haletant d'un tocsin grondant à ses oreilles, une lente évocation de tout ce qui vient d'arriver durant ces derniers mois se fait en elle, l'enlèvement, l'enveloppe de son vertige de deuil.

Elle revoit le fleau, elle le suit de nouveau dans son développement toujours croissant, dans ses phases, dans sa marche.

Sur la fleur rouge des bruyères, sur l'or tremblant des ajoncs, sur la moire violacée des mauves, sur la roseur tendre des églantines sauvages, sur le pâle safran des immortelles, comme un soufflé de tempête balayant la lande embaumée, portant partout l'effroi, la désolation, la mort, la terrifiante nouvelle surgit soudain, court, grandit, se multiplie, se propage.

Venant du sud, des limites du Morbihan et du Finistère, elle rase les défilés de la côte, effleure la pointe des écueils, se baigne dans l'écume des vagues, pénètre de hameau en hameau, de ville en ville, plus rapide que le suroît, plus dévastatrice que ce vent des naufrages.

D'abord au Goulvinec, ensuite à Andierne, on en a parlé tout à coup, sans trop comprendre encore ce qui survenait, sans savoir d'où arrivait cette chose hideuse qui rongé et déchirait un visage humain comme une bête féroce dévore une proie. On a seulement reconnu le mal monstrueux, la petite vérole, la variole noire, la vèrette.

Puis, de jour en jour, sous la croissante brume d'automne, le poison avait circulé, emporté par les

airs, glissant de maison en maison, traversant les landes désertes, affrontant les épinettes brisées, coulant par les sentes ombragées, roulant avec l'amas grossissant des feuilles mortes emportées par les rafales : Lescoff, Plogoff, Tréboul, Douarnenez, Locronan, se trouvaient atteints, décimés. Cela gagnait, gagnait sans cesse.

Enfin cela passe la baie, franchit le Menéhom, allant au nord vers Brest ; cela arrive, précédée de son nom d'épouvantement, cela se jette sur cette étroite langue de terre dont personne ne peut fuir ; cela vient du continent et s'avance vers la mer, aucune issue, aucun moyen de lui échapper !

En effet, c'est tout là-bas, aux confins les plus lointains, les plus perdus de la terre de France, de la terre d'Europe, à l'une des pointes les plus extrêmes de l'Armorique, dans cette presqu'île ignorée que domine Crozon, son église et son fort, entre la baie de Douarnenez et la rade de Brest, entre le bec du Raz et la pointe de Saint-Mathieu-Fin-de-Terre, en sombre et mélancolique Cornouailles, aux limites mêmes du vieux monde, que baigne de sa lame violente l'immense Atlantique. Après, plus rien, rien que le gouffre éternellement mouvant, rien que l'Océan jusqu'à l'horizon, un horizon qui ne termine pas, car, après cette barre rigide que fait l'eau, au delà des phares, au delà des derniers écueils noirs créés d'écume blanche, il y a d'autres lignes rigides, d'autres horizons d'eau toujours semblables, d'autres, d'autres encore, donnant la troublante sensation d'Infini.

La vèrette est là !

Et un tableau plus désolant, plus attristant encore se déploie sous les regards hallucinés de la vieille Brétonne, car les semaines ont passé, permettant au fleau d'accomplir son œuvre de dévastation, semant derrière lui les épaves.

Maintenant, en ce glaçant et hurlant mois noir de

décembre, où se lamentent plus sinistres les rumeurs mystérieuses de l'Océan, où s'échevèlent plus furieuses les grandes lames profondes de l'Atlantique déchirées, où le péril de la mer pèse chaque jour plus menaçant sur les pêcheurs et les marins, de la pointe de Penmarc'h à la pointe Saint-Mathieu, tous les petits cimetières de la côte armoricaine, au milieu de leurs tombes anciennes aux herbes flétries, aux croix vermoulues et penchées, alignent des quantités de tumulus nouveaux, de croix aux peintures à peine sèches.

Du sud au nord, à travers ce coin rocheux de Cornouailles, la terre ondule comme la mer, fraîchement labourée par le fossyeur, bosselée de cadavres, transformée en un vaste champ de la mort, où chaque sillon funéraire enferme le précieux grain d'une existence humaine, à jamais enfoui sans espoir de retour, de renaissance, semence inféconde, poussière stérile.

Aussi la terreur est-elle au pays d'Armor tout entier, aussi les mères ne vivent-elles plus qu'en tremblant, aussi les hommes, en ces heures de deuil, oublient-ils la cherté de la roque, la diminution de la sardine, la grosse peine de la vie rude, le danger incessant de la mer : tous, unis dans la même pensée, ne songent plus qu'à cette grondante menace suspendue sur eux depuis deux mois, à ce vent de mort qui passe impitoyable, soufflant sur cette pointe extrême de l'extrême Bretagne.

Un frémissement agite la mante noire de madame Dorso, tandis que ces réflexions, que ces visions toutes proches encore tournent en son cœur, en son cerveau, comme un tourbillon d'oiseaux de mauvais augure, et elle en a une rancune instinctive contre le mendiant, dont la chanson plaintive a suffi pour faire revivre devant elle, pour évoquer de nouveau cette fantasmagorie de désolation.

(A suivre)



sur les syndicats professionnels, elle a été renvoyée au Conseil fédéral, qui examinera entre autres le côté constitutionnel de la question. A ce propos, notons que M. Deucher a annoncé pour le printemps prochain le dépôt d'un projet de loi sur l'assurance contre les accidents et la maladie.

Enfin, M. Vogelsanger avec tous ses amis de la gauche démocratique, quelques radicaux comme MM. Bühler, de Berne, Comtesse, Eckenstein, Favon, Joos, Locher et Stössel et deux catholiques, MM. Decurtins et Schmid (d'Uri), ont fait une motion demandant des dispositions spéciales pour protéger le droit d'association des ouvriers. Il semble que cette question est en proches relations avec celle des syndicats professionnels. C'est à ce titre que le Conseil fédéral a déclaré vouloir l'étudier.

\*\*

On voit que s'il n'a pas été pris beaucoup de décisions au cours de la session, on a, d'autre part, soulevé une foule de questions importantes. Au reste, l'Assemblée fédérale n'a fait que s'ajourner; elle se réunira de nouveau en janvier pour la ratification des traités de commerce avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie auxquels viendra s'ajouter sans doute le traité avec l'Italie pour lequel les conférences vont commencer au premier jour à Zurich.

## NOUVELLES POLITIQUES

— On annonce la mort de M. Henri Didier, sénateur inamovible, né en 1808. Ancien avocat et magistrat, il était l'un des vétérans du parti républicain et avait déjà siégé à la Constituante de 1848 et à la Législative de 1849.

Par suite de la mort de M. Didier, il ne reste plus que 40 inamovibles sur 75. L'année 1891 en a emporté sept: M. Corbon, Testelin, l'amiral de Montaigne, de Pressensé, Lalanne, le général Campenon et Didier.

— Les funérailles de Mgr Freppel auront lieu mardi, à 9 heures du matin, à Angers. Mgr Meignan, archevêque de Tours, y présidera.

— La Gazette de la Croix dit tenir de bonne source que le ministre de l'intérieur prussien élabore un projet de loi restreignant la liberté de changer de domicile, afin d'enrayer la dépopulation des campagnes et l'accroissement anormal des grandes villes.

Cette grave mesure obligerait ceux qui veulent quitter leur lieu d'origine à prouver qu'ils ont, dans leur nouvelle résidence, une habitation remplissant toutes les conditions désirables au point de vue de l'hygiène.

Dans le cas contraire, ils seraient repatriés aux frais de leur commune.

— Le roi Oscar de Suède est gravement atteint depuis quelques jours de l'influenza.

— En Autriche, l'évolution du comte de Taaffe vers la gauche allemande est marquée par l'entrée dans le cabinet, comme ministre sans portefeuille, de M. le comte de Kuenburg, un personnage de second plan, ami intime de M. de Plener. Le nouveau ministre assistera aux réunions du club de la gauche et servira d'intermédiaire entre ce parti et le cabinet, plus encore qu'il ne participera aux affaires du gouvernement. C'est même, paraît-il, spécialement dans ce but que le comte de Taaffe se l'est annexé.

— Mercredi a eu lieu dans la circonscription de Waterford, en Irlande, une des élections les plus disputées depuis la mort de Parnell. Les deux candidats en présence étaient M. John Redmond et M. Michael Davitt. M. Redmond, un des députés parnellistes les plus influents, avait donné sa démission de député de Waterford pour se présenter à Cork, afin d'empêcher par son prestige personnel que le siège occupé jusque-là par le chef du parti eût à son adversaire. On se rappelle l'acharnement de la campagne électorale d'alors; malgré tous les efforts de ses amis, M. Redmond fut battu à plus de 1000 voix de majorité par M. Flavin, le candidat de M. O'Brien et Healy. Il a été plus heureux cette fois et a réussi à conquérir le siège devenu vacant par la mort de M. Power, un parnelliste, quoiqu'il eût un adversaire plus dangereux que M. Flavin. M. Michael Davitt est, en effet, un des champions les plus ardents et les plus populaires de la cause irlandaise et il était certainement le plus propre à contre-balancer l'influence de M. Redmond. Il avait hésité jusqu'au dernier moment à poser sa candidature; mais, quand il se vit récompensé de ses tentatives de conciliation par les huées, les menaces et même les coups des parnellistes, il prit brusquement parti. Cette décision parut aux nationalistes anti-parnellistes être un gage de victoire. Mais la situation électorale de Waterford était particulièrement favorable à M. Redmond. Ballybricken, le faubourg le plus populaire de la ville, lui était entièrement dévoué, et les conservateurs ministériels, sans doute afin de faire pièce aux gladstoniens, lui ont prêté leur appui. Aussi M. Davitt lui-même ne comptait-il pas avoir plus de 100 voix de majorité en cas de succès. Il n'est donc pas étonnant que M. Redmond ait eu 1725 voix contre 1229 données à M. Davitt. C'est le premier succès des parnellistes depuis la mort de leur chef.

— Les élections générales roumaines, rendues nécessaires par la dissolution des deux Chambres que le roi vient de prononcer à la demande du cabinet Cargari, auront lieu au commencement de février. Le parlement se réunira le 24 du même mois. La lutte promet d'être très vive.

### Le budget au Sénat français.

Paris, 25 décembre.

Le budget sera-t-il voté par le Sénat avant le Nouvel-An? On commence à en douter sérieusement.

La situation est celle-ci: le rapport général déposé par M. Boulanger, sénateur de la Meuse, écarte les articles relatifs à la réforme des frais de justice.

M. Rouvier, au nom du cabinet, a l'intention de demander au Sénat de ne point ratifier cette proposition et de voter la réforme des frais de justice telle qu'elle a été incorporée par la Chambre dans le budget.

Que fera la majorité?

Les divers groupes se sont réunis et ont examiné la question.

On connaît les résolutions de la gauche démocratique, le groupe de MM. Ranc et Goblet. Elle estime qu'il faut examiner la question de la réforme des frais de justice. Si l'on n'a pas le temps de la terminer avant la fin de l'année, le groupe ne craint pas l'expédition des douzièmes provisoires, qui permettra de la mener à bien dans les premiers mois de l'année prochaine; cela vaudrait mieux que le vote immédiat du budget sans la réforme.

L'Union républicaine n'a pas encore pris de décision; les vues les plus contradictoires ont été échangées dans la réunion d'hier. Elle se réunira de nouveau samedi.

La droite se réunira également samedi pour déterminer son attitude dans le débat. Actuellement ce groupe incline à présenter au début du débat une

motion préjudicielle disant que, le Sénat n'ayant pas le temps de discuter sérieusement le budget, il y aurait lieu de voter immédiatement des douzièmes provisoires. Le Sénat examinerait alors le budget à la rentrée de janvier.

Le centre gauche inclinerait vers une solution de ce genre.

Enfin, à la gauche républicaine, qui est le groupe le plus nombreux, et où divers orateurs ont été entendus, notamment MM. Boulanger, Loubet, Magnin, Mazeau, il a été décidé, à l'unanimité, que, si une motion préjudicielle relative à une demande de douzièmes provisoires était déposée, il conviendrait de l'écarter.

Le groupe pense que le Sénat doit examiner le budget dans la tenon d'ici la commission des finances le lui présente, c'est-à-dire sans la réforme des frais de justice.

On voit, d'après ce résumé, que la situation est assez confuse.

## INFORMATIONS DIVERSES

— Trois cents veuves pauvres de Paris vont recevoir les dons que le président de la République et Mme Carnot font chaque année à l'occasion de la fête de Noël. Une somme de 30,000 fr. est affectée à ces secours. Chaque veuve reçoit 50 fr. en espèces et des vêtements dont la valeur représente une somme égale. Le don en espèces est fait au nom de M. Carnot et le don en vêtements au nom de Mme Carnot. Le premier est distribué par les maires et le second par une entreprise ordinaire de factage. Les années précédentes c'était la gendarmerie qui effectuait cette distribution. Il en était résulté quelques inconvénients qui avaient pour effet de signaler à l'attention des voisins les personnes qui bénéficiaient de la générosité du président de la République et de Mme Carnot, dont la discrétion se trouvait ainsi trahie. Les veuves qui recevront les dons de l'Elysée ont été choisies parmi celles dont le mari est mort pendant l'année et qui ont à leur charge trois enfants âgés de moins de treize ans.

— L'Allemagne vient de perdre un de ses meilleurs juristes, dans la personne de M. Louis de Roenne, mort à quatre-vingt-sept ans. M. de Roenne avait publié sur le droit public prussien et allemand et sur l'administration en Prusse plusieurs ouvrages qui font autorité. Il avait été élu, à plusieurs reprises, membre de la Chambre des députés de Prusse et du Reichstag.

On annonce d'autre part la mort, à Francfort-sur-le-Mein, du célèbre historien catholique et professeur Janssen, auteur de l'Histoire du peuple allemand depuis la fin du moyen-âge et de l'Allemagne et la Réformation; il est mort cette nuit d'une paralysie pulmonaire.

— Un attentat à la dynamite a eu lieu jeudi après-midi au Thiergarten, l'un des plus riches quartiers de Berlin. Un pavillon-restaurant a sauté, projetant de toutes parts ses débris, qui ont cassé les vitres des maisons voisines et blessé plusieurs passants. On se trouve, paraît-il, en présence d'une vengeance privée, et il ne s'agit pas, comme on l'avait cru tout d'abord, d'un attentat socialiste.

— Le Rhin, charriant des glaçons, les compagnies de bateaux à vapeur de Cologne et de Düsseldorf ont dû suspendre leur service.

### L'assassin de la rue du Temple.

Paris, 25 décembre.

Cette fois, il est pris, du moins on l'espère: La police était convaincue que la baronne Dellard, naturellement prudente, défiante même, n'avait pu ouvrir sa porte qu'à une personne qu'elle connaissait parfaitement. De plus, il était évident que cette personne avait dû interrompre ses relations avec la baronne Dellard depuis un certain temps, puisqu'elle ignorait sa nouvelle adresse. Le baron interrogé ne trouvait rien dans ses souvenirs.

On eut alors l'idée de s'adresser aux différents concierges des maisons habitées successivement par Mme Dellard. L'un d'eux se souvint qu'un militaire venait souvent voir le fils de Mme Caboret. On rechercha ce qu'était devenu ce militaire et on apprit qu'il était parvenu au grade d'officier dans la région de Lyon. Comme on savait qu'il s'appelait Anastay, l'Annuaire militaire indiqua qu'il occupait les fonctions de sous-lieutenant au 138<sup>e</sup> de ligne.

Le baron Dellard, quand on lui eut nommé Anastay, fit la déclaration suivante:

« C'était un ami du fils de notre domestique Caboret, un jeune homme auquel ma mère et moi nous nous intéressions. Il échoua aux examens de l'Ecole polytechnique et, sur mes conseils, s'engagea dans un régiment de ligne à Dijon, où je le recommandai chaudement à son colonel.

Pendant son séjour en Bourgogne, il prépara ses examens pour Saint-Cyr où il fut reçu dans les derniers numéros en 1887. Ma mère l'aidait de ses subsides, et pendant son séjour à l'Ecole, il était reçu familièrement dans notre maison où il venait dîner les jours de sortie. En 1889, il a été nommé sous-lieutenant à Lyon. Depuis lors, je ne sais trop ce qu'il est devenu. »

Immédiatement, la Sûreté se rendit compte qu'il pouvait y avoir là une piste sérieuse.

Elle écrivit à Lyon pour savoir si par hasard Anastay ne serait pas venu à Paris au moment du crime. Il lui fut répondu que ce sous-lieutenant avait été mis en non activité pour faits d'immoralité et avait quitté Lyon le 1<sup>er</sup> décembre.

Des ordres de recherches furent donnés à la brigade des garnis. Celle-ci établit que le 2 décembre, Anastay était descendu à l'hôtel du Midi et du Nord, 20, rue Notre-Dame-des-Victoires, et qu'il en était parti le 10 pour aller habiter rue de Valois, dans une chambre louée au patron du restaurant de la Jeune France.

Les inspecteurs Jaume et Barbaste furent chargés d'une minutieuse surveillance et vinrent passer la nuit chez le concierge de la rue de Valois. Ils bivouaquèrent au pied de l'escalier, près du calorifère de la maison. A six heures du matin, Jaume se détacha pour aller chercher Mouillot, l'ouvrier plombier qui avait vu l'assassin de Mme Dellard. Il le ramena et tous deux s'installèrent dans un débit de vin situé en face de la maison où Anastay était logé.

Dans la matinée arriva au nom de l'assassin présumé une lettre qui fut interceptée. A onze heures et demie, Anastay coiffé d'un chapeau mou descendit l'escalier en fredonnant. Jaume l'aborda, en lui demandant si la lettre qu'il tenait à la main était bien réellement pour lui.

Il avait été convenu entre l'inspecteur de la sûreté et Mouillot que ce dernier lui donnerait un coup de coude s'il reconnaissait l'individu soupçonné. Mouillot exécuta le signal convenu, tout en murmurant à l'oreille de Jaume:

— C'est bien cela, mais celui-ci a de la barbe et l'autre n'en avait pas.

Puisque cette lettre est bien pour vous, dit Jaume à Anastay, j'en ai une autre à vous remettre. Veuillez nous accompagner chez M. Goron, qui a quelques renseignements à vous demander.

En même temps il « emballait » dans un sac Anastay, qui ne fit aucune résistance. On arriva à la préfecture de police.

— Vos soupçons sont absurdes, répondit celui-ci à l'interrogatoire. Au moment du crime, j'étais chez Mme X., qui m'avait invité à dîner et qui habite boulevard Beaumarchais.

— C'est bien, on vérifiera.

Les magistrats décidèrent de se rendre immédiatement à l'hôtel, en compagnie de l'inculpé, et d'y faire les premières perquisitions.

Là on trouva un revolver chargé de six balles, un chapeau à bords plats et un pardessus à raies brillantes et mates assez semblable à celui tant de fois décrit. Dans les meubles, dans la valise, aucun argent. Anastay n'avait dans ses poches que 40 centimes. L'examen du pardessus fit constater des traces de lavage sur la manche.

On habilla alors Anastay du pardessus et du chapeau mou et on le conduisit auprès du lit d'hôpital de Delphine Houllon, la servante de Mme Dellard encore en traitement par suite des blessures qu'elle a subies.

Des qu'elle l'aperçut, elle s'écria: « Ne le lâchez pas! C'est bien mon assassin. C'est bien ce monstre... »

Quelque temps après, Anastay fut confronté avec le baron Dellard. Il ne nia pas ses relations antérieures avec ce dernier, mais déclara que, s'il n'était pas venu lui rendre visite à son arrivée à Paris, c'était pour lui laisser ignorer sa disgrâce dans l'armée.

D'autres témoins furent interrogés. Entre autres Lina Berle, la bonne du second étage de la maison du crime.

Ici se place un détail curieux.

Le fripier Israël, de Lyon, qui prétendait avoir vendu le pardessus à l'assassin, et qui semble, dans toute cette affaire, ne rechercher qu'une réclamation d'un goût douteux, avait envoyé à Paris un vêtement identique.

Lina Berle ne l'avait pas reconnu pour faire partie du costume de l'assassin. Mais quand elle vit celui qui portait Anastay et qui a été fourni à ce dernier par son tailleur militaire de Lyon, elle s'écria:

— C'est bien cela.

An milieu de ces dépositions accablantes, Anastay conservait le plus grand calme. Son principal moyen de défense consistait à affirmer qu'à l'heure du crime il était chez Mme X., boulevard Beaumarchais, où il était entré à cinq heures du soir.

Mme X., reconnaît bien qu'elle a eu, ce soir-là, Anastay pour hôte, mais elle n'est pas d'accord avec lui sur l'heure de son arrivée. Elle prétend qu'il n'est venu qu'à cinq heures un quart au plus tôt.

En ce cas, l'assassin aurait eu le temps nécessaire pour aller remettre un peu d'ordre dans sa toilette et faire disparaître les taches de sang trop apparentes.

Pendant tout le repas, chez Mme X., il se montra fort calme et tout indique que la justice se trouve en présence d'un individu absolument maître de lui et dont elle n'obtiendra pas facilement des aveux.

Le point faible de l'accusation est l'impossibilité de savoir ce qu'est devenue la fausse serviette. Tous les témoins du crime affirment que l'assassin en portait une; or, on n'en a jamais connu à Anastay.

Par contre, la justice observe qu'au lendemain du crime Anastay a revêtu son uniforme, a été revêtu toutes les personnes qu'il avait visitées la veille et a laissé ignorer ses relations antérieures avec la famille Dellard, alors que tout le monde lui parlait de l'assassinat de la baronne.

De plus, l'alibi qu'il invoque indique sa présence à quelques centaines de mètres du lieu du meurtre.

## CONFÉDÉRATION SUISSE

Conseil national. — L'élection pour le remplacement de M. Zemp aura lieu le 17 janvier.

Militaire. — Ont été nommés commissaires des quatre corps d'armée: MM. les lieutenants-colonels d'administration Siegwart (I), Walker (II), Moser (III), et von Moos (IV).

— La poudre sans fumée est introduite officiellement par l'artillerie.

— La Nationalzeitung dit qu'un certain nombre de fabricants qui ont fourni des pièces pour le nouveau fusil ont demandé au Département militaire qu'on relevât les prix auxquels ils s'étaient engagés à travailler, l'expérience ayant démontré que ces prix étaient insuffisants. Le journal bâlois pense qu'il ne pourra pas être donné suite à cette demande parce que cela soulèverait des réclamations de la part des concurrents évincés.

### Le krach dans la Suisse allemande.

Il y a longtemps que la Suisse n'a été financièrement aussi douloureusement frappée que quelques-uns de ses centres les plus industriels viennent de l'être. Winterthur, Zurich, Bâle viennent d'assister à la débâcle de plusieurs banques bien posées et qui jusqu'à présent jouissaient de la confiance générale. On comprend l'émotion qui s'est emparée de la population, car les conséquences de cette crise peuvent s'étendre plus loin encore. Les directeurs faillis sont en fuite, d'autres sont sous les verrous.

L'Ostschweiz publie un grand article dans lequel on signale le sieur Goldberger et ceux qui l'ont accredité dans le pays comme l'auteur responsable de la catastrophe. Nous avons déjà fait l'histoire des exploits de M. Goldberger; nos lecteurs y ont assisté en partie en voyant comment, avec le concours des gouvernements de Vaud et de Fribourg, M. Goldberger a fait la Fusion. Nous n'avons donc pas besoin d'y revenir.

On mande de Winterthur que l'agent de la Banque cantonale sur cette place, M. Peter, a été arrêté sous prévention de falsification de la comptabilité.

Le conseil d'administration de la Banque cantonale a décidé de donner lundi au Grand Conseil des renseignements relatifs aux pertes qu'elle a subies dans l'affaire Durich et dans la crise financière en général. M. Keller, administrateur, écrit au Landbote que ces pertes n'iront pas jusqu'à compromettre le fond de réserve.

Les créanciers de la Bodenkreditanstalt, de Berne, se réunissent lundi. Une liquidation est probable.

La Banca unione italiana de Milan, création de M. Goldberger, dont les actions sont au plus bas, a reçu la démission de quatre de ses administrateurs, MM. Fierz-Landis, L. Brettau, tous deux administrateurs du Bankverein de Zurich; Dr Simen, directeur de l'International Bank à Berlin et Krause, de la maison Krause et C<sup>e</sup>, également à Berlin.

La faillite de la Kreditanstalt de Bâle est prononcée. Aujourd'hui que le sieur Wuest est à terre, on apprend sur ses antécédents une foule de renseignements fâcheux. A l'âge précoce de seize ans, ce flibustier avait déjà créé à Lucerne une banque pour exploiter les valeurs à lots. Il la dirigea si bien que peu de temps après, il fut condamné à six mois de réclusion pour escroquerie; il n'avait pas encore 18 ans, mais sa perversité et son habileté étaient telles qu'il fut néanmoins reconnu entièrement responsable.

De Lucerne, Wuest alla à Bâle, sa peine expiée. Il ne fut pas admis à la Bourse, ce qui ne l'empêcha pas de faire de grandes spéculations et une foule de dupes. On n'a pas encore retrouvé sa trace, ni celle de son associé Kling.

### La commission des Beaux-Arts.

La commission d'enquête nommée par le Conseil fédéral pour éclaircir les faits relatifs à la campagne, commencée en mars dernier par la Nouvelle Gazette de Zurich et continuée dans plusieurs journaux contre la commission des Beaux-Arts, a déposé son rapport.

Après s'être demandé s'il est réellement profitable au progrès de l'art que le Conseil fédéral achète des tableaux à l'Exposition nationale, pour une forte somme, comme cela a eu lieu en 1890, le rapport conclut comme suit:

« En tous cas, nous estimons qu'il n'a été fourni aucune preuve à l'appui des accusations formulées contre la commission des Beaux-Arts d'avoir pratiqué des menées quelconques ayant un but d'intérêt personnel. Après avoir examiné avec soin toutes les pièces et avoir pesé minutieusement les dépositions des témoins, nous avons acquis la conviction que le reproche fait à la commission des Beaux-Arts, soit à la majorité de ses membres, d'avoir agi contrairement au devoir et à l'honneur est injustifiable. »

Les personnes que les articles injurieux désignent comme ayant composé la majorité sont: MM. Th. de Saussure vice-président, E. Duval, A. de Meuron, Jost Muheim, Stehlin-Barckhardt et les peintres décédés F. Bocion et F. Buchser, puis les jurés suppléants, A. de Beaumont, Meyer-am Rhyn, Ed. Ravel et Rilmeyer.

La minorité, suivant les mêmes journaux, aurait été MM. A. Becklin et R. Dorer, démissionnaires. Ils comptent aussi dans cette minorité le président Rothpletz, qui, étant malade lors de l'exposition de 1890, n'a pas pris part aux délibérations d'alors et qui a donné sa démission plus tard pour des motifs tout autres que les deux premiers.

Cette honteuse affaire est ainsi terminée. Nous n'avons jamais cru aux accusations formulées contre les honorables personnes incriminées dans cette polémique. Elle a sa source dans des vanités froissées. Certains artistes devraient bien se dire qu'en étalant devant le public leurs susceptibilités malades, ils desservent la cause de l'art. L'hypertrophie du « moi » est malheureusement une affection très répandue dans certains milieux.

### NOUVELLES DES CANTONS

BERNE. — Un chat sauté par un chien: c'est ce qui s'est vu dernièrement dans une paroisse du Mittelland bernois. On voulait, à la cure, se débarrasser d'un chat et les enfants chargés de la besogne mirent la bête dans un sac et la jetèrent dans l'Aar. Le chien de la maison assistait à l'exécution « le cœur navré ».

Quelque temps plus tard, on voyait rentrer de compagnie, à la cure, les deux animaux tout trempés. Le chien avait sauté à l'eau, saisi le sac avec les dents, l'avait rapporté au rivage et ouvert en le déchirant, rendant à son compagnon la vie et la liberté. On lui fit grâce, cela va de soi.

APPENZEL. — La semaine dernière, le domestique de M. Ruch (hôtelier au Säntis) et deux de ses amis ont fait l'ascension de cette montagne pour porter au directeur de la station météorologique, qui y passe l'hiver avec sa femme et sa fille, de la viande, du pain, un petit arbre de Noël tout garni, afin que là-haut, aussi, les solitaires puissent célébrer la fête joyeuse.

LUCERNE. — L'assassin Gatti paraîtra le 7 janvier devant le tribunal d'appel.

VALAIS. — On nous écrit de Sierre, 24 décembre:

« L'hiver qui vient de nous faire la surprise d'arriver sans enner, fait la joie des patineurs étrangers qui selon l'usage, à l'approche de Noël, viennent prendre leurs ébats ici.

« Le lac de Gêronde, subitement congelé par les nuits glaciales de la semaine, présente une surface d'une limpidité de cristal qui permet, chose bien rare, d'apercevoir le fond de son bassin. Entièrement pris sur une étendue d'une quinzaine d'hectares, il se sera bientôt d'une extrémité à l'autre si la température se maintient à la baisse.

« Toutefois, en dépit du froid, l'hiver est en pleine parure de fête. Pas un nuage au ciel, pas un souffle dans l'air. Dans ce coin de pays où les brouillards n'ont que faire, tant que le jour dure, le soleil brille radieux.

« Un progrès à noter. A partir du 1<sup>er</sup> janvier, Sierre aura une station météorologique de première classe.

« Voici des renseignements plus complets sur le déplorable accident survenu à la Gemmi.

Wilhelm Henry, originaire de Frutigen, accompagné de deux autres Bernois, les frères Bacher, entreprenait de franchir la Gemmi pour retourner des bords de Louèche à son domicile. — Aucun guide ne consentit à accompagner les trois imprudents. La neige était tombée abondamment et à Louèche-les-Bains même il y en avait trente centimètres. En outre, de nombreuses avalanches avaient roulé des hauteurs dans la vallée pendant la nuit précédente. Toutefois, Henry ne se laissa pas détourner par les avertissements qui lui furent donnés, et mercredi matin il partait avec ses deux amis. De Louèche-les-Bains on put suivre leur marche pendant un certain temps, et l'on constata avec des lunettes qu'on hant de trois heures ils avaient à peine franchi le tiers du chemin montant à la Gemmi.

Bientôt des tourbillons de neige, puis d'épais nuages empêchèrent de poursuivre les observations. On télégraphia jeudi à Frutigen pour savoir si Henry y était arrivé; sa femme répondit qu'elle n'avait pas reçu de nouvelles et qu'elle attendait encore son mari.

Samedi matin, trois guides expérimentés de Louèche-les-Bains se mirent à la recherche, et quand ils arrivèrent à mi-hauteur du passage ils découvrirent un alpenstock et deux chapeaux qu'ils reconnurent comme ayant appartenu aux frères Bacher.

Les guides continuèrent leur chemin en se proposant de pousser jusqu'à Schwabenhof, à la frontière des cantons de Berne et du Valais. Mais là non plus personne n'avait aperçu les trois voyageurs, et il paraissait certain que ces malheureux avaient été entraînés par une avalanche qui s'était détachée mercredi matin du sommet de la Gemmi. Au prix des plus grands efforts, les guides revinrent à Louèche-les-Bains, où ils parvenaient à 7 heures du soir.

On a entrepris dès lors de nouvelles recherches dans les précipices qui s'ouvrent au bord du sentier de la Gemmi et on a retrouvé les cadavres des trois imprudents.

— Le Confédéré paraîtra deux fois par semaine à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain, pour le même prix que précédemment.

## CANTON DE VAUD

Militaire. — Le Conseil d'Etat a nommé capitaines d'artillerie MM. les premiers-lieutenants Ad. Curtin, Paul van Berchem et Gustave Bourgeois. Ces deux derniers prennent le commandement définitif des batteries de campagne 4 et 5 qu'ils exerçaient à titre provisoire.

### Instituteurs primaires.

On nous écrit du Gros-de-Vaud, le 24 décembre: « Le dernier numéro de votre honorable journal nous annonce qu'une pétition se signe dans le corps enseignant primaire pour demander au Grand Conseil que les instituteurs nommés sous l'ancienne loi soient, comme leurs collègues nouvellement élus, déchargés des fonctions d'église.

« Je regrette qu'une demande semblable ait été mise en circulation, parce qu'elle me paraît basée sur une interprétation erronée de la loi de 1889 sur l'instruction primaire et être par conséquent inutile.

« La loi dit à son article 36: « Les fonctions de régent sont incompatibles avec toute autre fonction, » à moins d'une autorisation expresse du département. Or, si nous consultons la section VI du règlement du 12 avril 1890 qui parle des devoirs du régent, nous n'y trouvons rien que se rapporte aux fonctions d'église. L'article 122 de la loi, enfin, spécifie qu'outre certains actes législatifs indiqués aux paragraphes 1, 2, 3 et 4, sont encore abrogés en 5<sup>e</sup> toutes autres dispositions contraires à la présente loi.

« La loi est donc très explicite. S'il faut encore un exemple, le voici:

« Lorsque par une loi, on a introduit les cours complémentaires, tous les instituteurs, même ceux dont les conditions d'engagement ne le comportaient pas, ont dû se soumettre et faire les deux cours. Il me semble qu'il en doit être de même lorsqu'une autre loi allège la besogne au lieu de l'augmenter. »

Un instituteur.

PAYS-D'ENHAUT. — « Nous jouissons depuis dix jours d'un temps superbe et d'un soleil radieux, dit le Journal de Château-d'Œ. La température s'est un peu radoucie et le thermomètre qui était descendu pendant la nuit jusqu'à 18° au-dessous de zéro, oscille entre — 8 et 10°. Il y a trop peu de neige dans les prés, au gré des agriculteurs, mais assez pour que les amateurs de luge puissent prendre leurs ébats.

« Nos hôtes d'hiver sont au nombre d'une cinquantaine. Ils sont confortablement installés dans les pensions aménagées pour la saison ou dans des appartements particuliers et ne se lassent pas d'admirer notre brillant soleil et notre air sec, froid et tranquille. Les malades et les bien portants s'en trouvent fort bien. »

BIOLEY-MAGNOUX. — Un incendie a éclaté dans la nuit de vendredi à samedi dernier, dans une écurie de ce village. Les quatre têtes de bétail qui s'y trouvaient ont dû être abattues. Le feu a heureusement pu être arrêté à temps; la bise soufflait avec violence et eût pu amener un désastre.

NOY. — Après des débats qui ont duré deux jours, le 22 et le 23 décembre, les douze auteurs du charivari qui avait été donné au Muirs (commune d'Arzier) le 10 septembre dernier, dans la soirée, ont été condamnés chacun à deux jours d'emprisonnement et à 16 fr. 50 d'amende, ainsi qu'aux quatre-vingt-cinq francs de frais du procès solidairement entre eux.

La plaignante a été condamnée à 5 francs d'amende et au cinquième des frais du procès pour avoir injurié, dans l'après-midi du même jour, la sœur de trois des coupables.

La cour était composée de M. Moreillon, président du tribunal, et de MM. les juges Pellegri et Baup; le fauteuil du ministère public était occupé par M. André, substitut du procureur général; la plaignante était assistée par M. l'avocat Bonnard.

AYEVESCHES. — M. Louis Hermann, procureur-juré, a été nommé municipal.

## LAUSANNE

### Election au Grand Conseil.

Le Grutli annonce qu'il y aura ce soir, aux Trois-Suisses, une assemblée de l'Union ouvrière lausannoise en vue de l'élection qui aura lieu le 10 janvier pour le remplacement de feu M. Jules Perrin au Grand Conseil. « L'assemblée, dit le Grutli, aura pour mission de choisir le candidat, ainsi que de discuter, conformément aux usages ouvriers







## THÉÂTRE DE LAUSANNE

Direction Alphonse SCHÉLER

### PRIX DU DIMANCHE

Bureau 7 1/2 h.  
Rideau 8 heures

Dimanche 27 décembre.

## LA JEUNESSE des Mousquetaires

DRAME  
en 5 actes et 11 tableaux  
par A. Dumas et A. Maquet.

Pour les Fêtes du Nouvel-An

## REPRÉSENTATIONS

les 1, 2 et 3 janvier.

## CERCLE LITTÉRAIRE

L'assemblée générale ordinaire est convoquée pour le lundi 28 décembre, à 5 h. du soir.

### ORDRE DU JOUR :

Opérations statutaires.  
Éventuellement, propositions individuelles.  
6632 Le Comité.

## TEMPLE DE MORGES

Dimanche 27 décembre  
à 7 1/2 h.

## Le dimanche à Londres.

Conférence publique sur la plus grande ville du monde, sa situation, ses monuments, son activité et le repos du dimanche dans une cité de 5 millions d'habitants, par

M. J. CAILLE

agent des Unions chrétiennes vaudoises.

Chacun est cordialement invité.

## PLACE DE PATINAGE

D'AGILE

à 20 minutes de la Gare

(29,999 mètres de superficie)

## Première glace splendide

Buvette, Vestiaire, Patins, Traîneaux.

Téléphone sur la place.

## BULLETIN

du

## Conseil communal

de Lausanne.

6450. Le Greffe municipal de Lausanne reçoit, dès ce jour, les abonnements au bulletin pour l'année 1892. Prix de l'abonnement, 2 fr. 50.

Ce bulletin forme, à la fin de chaque année, un volume de 500 pages environ, avec répertoire.

Il reste un certain nombre de volumes en approvisionnement qu'on peut se procurer au prix de 1 fr. 50 le volume pour les années 1886, 1887 et 1888, et 2 fr. pour les années 1889, 1890 et 1891 (ce dernier en janvier 1892).

Lausanne, le 4 décembre 1891.

Greffe municipal.

## Changement de domicile.

M. Taillens, agent d'affaires, à Lausanne, donne avis au public qu'en suite de sa nomination de Préposé aux poursuites pour l'arrondissement de Montreux, il a remis son bureau d'affaires à son collègue M. Cherpillod, demeurant au Grand-Pont, maison Noverraz. 6394

## Procuration.

John MATTHEY, huissier-exploitant, porteur d'un acte de capacité pour l'office de procureur-juré, ouvrira son bureau d'agent d'affaires le 15 janvier prochain, maison Camille Gollfrey, à Echallens 6621

Vient de paraître :

POÉSIES

et

Chansons d'enfants

PAR

Eugène RANBERT

avec musique de H. Plunhof

et illustrations de E. Vulliamin

élég. cartonné, fr. 5.

B. BENDA, libraire-éditeur

Lausanne, 3, rue Centrale.

Vient de paraître :

POÉSIES

par M<sup>me</sup> M. Melley

Préface de M. Ch. Secrétan

1 vol. in-16: 3 fr. 50.

Au foyer de Luther

par M. Ch. BIELER

directeur du Collège Galliard.

1 vol. petit in-16: 80 c.

(Petite bibliothèque du Foyer).

## Librairie F. PAYOT

1, rue de Bourg. 6630

## GRAND ASSORTIMENT

de vannerie fine

AU MAGASIN

A. GUIGNARD-ROUX

3, Louve 3. 6472

## ABONNEMENTS-EINLADUNG

Wir laden anmit ein zum Abonnement auf das kommende Jahr 1892.

## Die „Allgemeine Schweizer Zeitung“

gegründet am 1. October 1873 als das Organ der unabhängigen eidgenössischen Partei der gesamten deutschen Schweiz, steht jetzt in ihrem 19. Jahrgang. Sie erfährt während dieser Zeit fortwährend erfreulichen Zuwachs an Abonnenten und Inseraten, an Telegrammen, Correspondenzen und sonstiger Mitarbeiterschaft. Im Jahre 1881 vergrösserte sie ihr Format und erwarb die Argentartelegramme von Berlin und Paris, zugleich wurde die Versendung mit den Abendsügen durchgeführt, so dass sie seither auswärts überall früh eintrifft. Politisch vertritt die „Allgemeine Schweizer Zeitung“ die besonnene Durchführung der neuen schweizerischen Bundesverfassung, aber in der Art, dass die Kantone und die Gemeinden dabei so viel wie möglich in ihrer Originalität geschützt bleiben. Sie kämpft für unparteiliche Handhabung der Civil- und Lehrscheit, für sündliche und wirtschaftliche Förderung aller Volksklassen und arbeitet mit an der Hebung sozialer Missstände. In den grossen volkswirtschaftlichen Fragen der Gegenwart bewahrt sie offenen Sinn für die neuen Bedürfnisse, ohne den Boden geschichtlicher Entwicklung vorzeitig preiszugeben. Ihre schweizerischen Wochenberichte besprechen jeweils freimüthig die Verhältnisse unseres öffentlichen Lebens, ohne Servilität nach oben, aber auch ohne Gunstbuhlerei nach unten. Staatliche und volkswirtschaftliche, gesellschaftliche und kirchliche Fragen und Erscheinungen, wissenschaftliche und künstlerische Ereignisse im Schweizerlande wie ausserhalb desselben werden nach Möglichkeit berücksichtigt. Für die Unterhaltung sorgen gediegene Feuilletons. Der Einfluss des Blattes ist seit dessen Bestehen fortwährend gestiegen. Das Abonnement darf daher Allen empfohlen werden, die eine unbefangene und allseitige Würdigung der Verhältnisse und Verhältnisse in der Schweiz, zugleich aber auch eine partielle Ueberschau der allgemeinen Weltlage zu schätzen wissen.

Abonnementspreis durch alle schweizerischen Postämter: Vierteljährlich 4 Fr. 20, halbjährlich 8 Fr. 20, jährlich 16 Fr. 20. Für Deutschland: Vierteljährlich 4 Mark 40 u. s. w.

Wir machen darauf aufmerksam, dass Inserate commercieeller und industrieller Art, welche überall von der H. H. Hasenstein & Vogler entgegengenommen werden, in der „Allgemeinen Schweizer Zeitung“ bei ihrem gewählten Leserkreis im In- und Ausland besonders wirksame Verbreitung finden.

Neu eintretende Abonnenten erhalten die Zeitung pro Dezember gratis.

Basel, Dezember 1891. 6636

Die Administration.

## F. Payot, libraire-éditeur, Lausanne.

Vient de paraître :

D'après nature. Récits et portraits par Mlle Eug. Pradez, avec une préface de M. Philippe Godet, in-16, Fr. 3 50

Au Foyer romand. Etrences littéraires pour 1892. Prose et poésie, in-16 illustré, 4 —

Souvenirs d'un alpiniste, par E. Javelle, 2<sup>e</sup> édit., in-16, 3 50

L'Étang aux fées. Contes et nouvelles, par H. Warnery, in-16, 3 50

Jours envolés. Poésies par M<sup>me</sup> M. Melley, in-16, 3 50

Ma jeunesse. Poésies par J. Amiguet, in-16 illustré, 3 50

Frérot. Nouvelle vaudoise, par Prosper Meunier, in-16, 3 —

Le petit verre. Histoire d'un crime, par le même, in-16, 60 —

Commentaire de la loi fédérale sur la poursuite et la faillite, par C. Grivet, 1<sup>er</sup> livraison, 1 50

An Bengale. Keshou Chander Sen. Un informateur religieux et social, par Ch. Byse, in-16, 3 —

Le problème de l'immortalité, par E. Pelavel-Ollivier, étude précédée d'une préface de M. Ch. Secrétan, tome II in-8, 6 —

La civilisation et la croyance, par Ch. Secrétan, in-12, 3 50

Esquisses contemporaines, par Gaston Frommel, in-16, 3 50

La condition sociale des femmes. Etude de sociologie, par Ernest Naville, in-32, 1 20

Jeunes et forts. Deux discours par Eug. Bersier, in-32, 1 —

Le corps et l'âme, par Aloys Berthoud, in-32, 80 —

L'individualité en péril et sa sauvegarde, par Roger Hollard, in-32, 60 —

(Ces quatre derniers ouvrages font partie de la Bibliothèque du chercheur.)

Leçons de choses et narrations pour l'enseignement initial et la composition, par F. Allemann, 3<sup>e</sup> édition, 2 —

Exercices de langue. Vocabulaire orthographique et grammatical, par F. L. Pasche, 2<sup>e</sup> partie, in-16 cart., 1 60

Cours d'économie domestique. Manuel et livre de lecture, à l'usage des écoles et des familles, par J. Oetli, in-16 illustré, 3 50

Cours théorique et pratique de langue latine. Grammaire latine, 1<sup>re</sup> partie, par A. Juillard, in-8, 3 —

Géographie générale illustrée. Europe, par W. Rosier, Manuel et livre de lecture orné de nombreuses figures, plans et tableaux graphiques, in-4<sup>e</sup>, 5 —

Histoire naturelle illustrée. Le règne animal en 250 gravures. Album in-4<sup>e</sup> cart., 5 —

Pour paraître prochainement :

Commentaire sur la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, par MM. Léo Weber et Brüstlein.

Manuel du droit fédéral des obligations, par le Dr Virgile Rosel, professeur à l'université de Berne. Prix de souscription 12 —

Distribution gratuite du catalogue illustré d'ouvrages pour étrences.

## AVIS PRÉALABLE

Sous peu de jours nous ferons paraître

LA LOI FÉDÉRALE

sur

## LA POURSUITE POUR DETTES ET LA FAILLITE

avec explications populaires à l'appui de chaque article et qui comprendra :

1. Les dispositions des lois exécutives des 25 cantons et demi-cantons.

2. Le tarif fédéral des taxes.

3. La liste de tous les arrondissements de poursuite.

A l'aide de cet ouvrage chacun pourra s'orienter avec facilité et sûreté, non seulement quand créancier et débiteur demeureront dans le même canton, mais aussi lorsqu'ils seront domiciliés chacun dans un canton différent.

Prix : fortement cartonné, seulement 1 fr. 80.

Th. WIRTH & Cie, St-Gall.

Librairie de fond.

## LA FAMILLE

JOURNAL POUR TOUS, ILLUSTRÉ

publié sous la direction de M. A. VULLIET

paraissant deux fois par mois

en livraisons de 24 pages in-8, ornées de gravures.

33<sup>me</sup> ANNÉE — 1892

Nouvelles, biographies, histoire nationale ou générale, voyages, histoire naturelle, sciences, littérature, éducation, revue des découvertes, inventions, actualités, etc., telle est la substance de cette publication qui s'adresse à toutes les classes de lecteurs.

Le numéro du 1<sup>er</sup> janvier 1892, qui vient de paraître, sera envoyé gratis comme spécimen à toute personne qui en fera la demande au bureau du journal. 6644

Prix de l'abonnement annuel : 5 francs

pour la Suisse et tous les pays sauf l'Afrique du Sud. On peut payer en timbres suisses, français, italiens, allemands ou anglais ou par mandat de poste. Adresser lettres et argent franco, au bureau Georges Bridel & Cie, éditeurs, à Lausanne (Suisse).

pour la Suisse et tous les pays sauf l'Afrique du Sud. On peut payer en timbres suisses, français, italiens, allemands ou anglais ou par mandat de poste. Adresser lettres et argent franco, au bureau Georges Bridel & Cie, éditeurs, à Lausanne (Suisse).

pour la Suisse et tous les pays sauf l'Afrique du Sud. On peut payer en timbres suisses, français, italiens, allemands ou anglais ou par mandat de poste. Adresser lettres et argent franco, au bureau Georges Bridel & Cie, éditeurs, à Lausanne (Suisse).

pour la Suisse et tous les pays sauf l'Afrique du Sud. On peut payer en timbres suisses, français, italiens, allemands ou anglais ou par mandat de poste. Adresser lettres et argent franco, au bureau Georges Bridel & Cie, éditeurs, à Lausanne (Suisse).

pour la Suisse et tous les pays sauf l'Afrique du Sud. On peut payer en timbres suisses, français, italiens, allemands ou anglais ou par mandat de poste. Adresser lettres et argent franco, au bureau Georges Bridel & Cie, éditeurs, à Lausanne (Suisse).

pour la Suisse et tous les pays sauf l'Afrique du Sud. On peut payer en timbres suisses, français, italiens, allemands ou anglais ou par mandat de poste. Adresser lettres et argent franco, au bureau Georges Bridel & Cie, éditeurs, à Lausanne (Suisse).

pour la Suisse et tous les pays sauf l'Afrique du Sud. On peut payer en timbres suisses, français, italiens, allemands ou anglais ou par mandat de poste. Adresser lettres et argent franco, au bureau Georges Bridel & Cie, éditeurs, à Lausanne (Suisse).

pour la Suisse et tous les pays sauf l'Afrique du Sud. On peut payer en timbres suisses, français, italiens, allemands ou anglais ou par mandat de poste. Adresser lettres et argent franco, au bureau Georges Bridel & Cie, éditeurs, à Lausanne (Suisse).

pour la Suisse et tous les pays sauf l'Afrique du Sud. On peut payer en timbres suisses, français, italiens, allemands ou anglais ou par mandat de poste. Adresser lettres et argent franco, au bureau Georges Bridel & Cie, éditeurs, à Lausanne (Suisse).

pour la Suisse et tous les pays sauf l'Afrique du Sud. On peut payer en timbres suisses, français, italiens, allemands ou anglais ou par mandat de poste. Adresser lettres et argent franco, au bureau Georges Bridel & Cie, éditeurs, à Lausanne (Suisse).

pour la Suisse et tous les pays sauf l'Afrique du Sud. On peut payer en timbres suisses, français, italiens, allemands ou anglais ou par mandat de poste. Adresser lettres et argent franco, au bureau Georges Bridel & Cie, éditeurs, à Lausanne (Suisse).

pour la Suisse et tous les pays sauf l'Afrique du Sud. On peut payer en timbres suisses, français, italiens, allemands ou anglais ou par mandat de poste. Adresser lettres et argent franco, au bureau Georges Bridel & Cie, éditeurs, à Lausanne (Suisse).

pour la Suisse et tous les pays sauf l'Afrique du Sud. On peut payer en timbres suisses, français, italiens, allemands ou anglais ou par mandat de poste. Adresser lettres et argent franco, au bureau Georges Bridel & Cie, éditeurs, à Lausanne (Suisse).

pour la Suisse et tous les pays sauf l'Afrique du Sud. On peut payer en timbres suisses, français, italiens, allemands ou anglais ou par mandat de poste. Adresser lettres et argent franco, au bureau Georges Bridel & Cie, éditeurs, à Lausanne (Suisse).

## AU BON GÉNIE

3, rue St-François 3

LAUSANNE

## POUR ÉTRENNES

Grand assortiment de Robes de chambre.

COIN DE FEU — FLOTTEURS

## CHOCOLAT SUCHARD

ARTICLES DE FANTAISIE

pour fêtes de Noël et Nouvel-An.

BONBONS AU CHOCOLAT

PRALINÉS — GIANDUJA — NOISETTES

## COMBUSTIBLES

HOUILLE FLAMMANTE, 1<sup>re</sup> qualité, pour cuisines.

HOUILLE BELGE, sans fumée, pour grilles de chambre.

ANTHRACITE NOISETTE, spéciale pour calorifères inextinguibles.

COKE BLANZY et coke cassé de St-Etienne.

BRIQUETTES & LIGNITES 1<sup>re</sup> marque.

CHARBON de BOIS DUR et fagots pour allumage.

BOIS en BUCHES ou coupé, sur commande. 5912

Dépôts : Rue Chaudron, rue Martharay et rue des Eaux.

Bureau : GARE DU FLON

Ramuz-Jaccoud.

## Maison S. Lob-Ségal, Vevey.

VENTES DE FIN D'ANNÉE

Occasions extraordinaires, voir les étalages.

BIJOUTERIE — HORLOGERIE — ORFÈVRE

Maison Louis MUGNIER

Rue du Marché 3, Genève.

A partir du 1<sup>er</sup> décembre, mise en vente d'un immense choix des dernières nouveautés.

Diamants, pierres fines, joaillerie riche et parures de mariage, à des prix exceptionnels et défiant toute concurrence.

Envois franco à choix dans toute la Suisse. n8993x-6326

CACAO LACTÉ A LA VIANDE BRANDT

6609. Aliment complet le plus riche et le plus agréable pour malades (affections d'estomac, du foie, des intestins et de la poitrine), convalescents, enfants, nourrices, etc. Ne constipe pas.

En vente dans toutes les pharmacies. — Dépôt général : Pharmacie P. BRANDT, rue Verdaine 15, à Genève. En vente dans toutes pharmacies et chez MM. Amann, drog., et Béchert, épicerie fine, à Lausanne.

VIN MEDICINAL DE TOKAY

de la maison Ern. STEIN, propriétaire de vignes

à ERDO-BENYE, près TOKAY 6330

Ce vin, analysé par le laboratoire cantonal de chimie, est un excellent vin de dessert, recommandé aussi comme fortifiant aux convalescents, enfants chétifs et aux personnes faibles de sang.

Dépôt général : chez Ch<sup>e</sup> GONVERS & FILS, Palud 14, Lausanne.

MAISON DE 1<sup>er</sup> ORDRE

[6547] de Porto-Maurizio demande pour la place de Lausanne un

représentant

pour la vente de ses huiles d'olives garanties pures. Commission avantageuse. Offres avec références à adresser

COMPTOIR Th. ECKEL

J.-J. Lauly, BALE.

ORDRES DE BOURSE

Genève, Zurich, Paris, etc.

Vente et achat de titres.

Valeurs à lois au comptant.

Paiement de tous coupons.

G. ART & Cie

Banque et change.

Rue Centrale, Genève.

TELEPHONE 6224

Merveilleux est le succès

Taches de rousseur, teint impur,

taches jaunes, disparaissent absolument par l'emploi journalier du

SAVON AU LAIT DE LYS

de Bergmann & Cie,

Dresde. — Zurich.

6229. En vente à 75 c. le morce,

Lausanne, pharmac. Pischl. Val-

lorbes, pharmac. Addor, Cossonay,

pharm. Fontanaux.

229. En vente à 75 c. le morce,

Lausanne, pharmac. Pischl. Val-

lorbes, pharmac. Addor, Cossonay,

pharm. Fontanaux.

229. En vente à 75 c. le morce,

Lausanne, pharmac. Pischl. Val-

## MÉDAILLE D'OR

l'Exposition Universelle, Anvers 1885

## CHOCOLAT



SUCHARD &

NEUCHÂTEL, Suisse.

MÉDAILLE D'OR

Exposition universelle

Paris 1889.

## VICHY

ADMINISTRATION :

PARIS, 8, boulevard Montmartre, PARIS

PASTILLES DIGESTIVES fabriquées à Vichy

avec les sels extraits des sources. — Elles ont

d'un goût agréable et d'un effet certain contre

les Aigreurs et Digestions difficiles.

SELS DE VICHY POUR BAINS. — Un remède

pour un bain pour les personnes ne pouvant

se rendre